

Alcatel-Lucent : les conséquences de la restructuration sur les 6 sites français

Michel Combes, le Pdg d'Alcatel-Lucent (en photo), a annoncé ce matin ce qui apparaît comme le plan de la dernière chance pour l'équipementier franco-américain en grandes difficultés. Pas moins de 15 000 emplois seront supprimés sur les 72 000 que compte le groupe (même si 5 000 créations de postes interviennent en parallèle).

Le groupe a également décidé de concentrer ses activités sur quelques sites clefs, comme Lannion (Côtes d'Armor) et Villarceaux (Essonne) pour la R&D. *Silicon.fr* dresse le bilan des conséquences de ce plan drastique sur tous les sites affectés dans l'Hexagone.

- **Toulouse** (environ 100 personnes) : spécialisé dans la cybersécurité, ce site va fermer. Mais les activités sont appelées à être déplacées en région parisienne. Certains salariés auront aussi la possibilité de télétravailler.
- **Rennes** (environ 120 personnes). Le site spécialisé dans la 4G et la vidéo sur IP va être fermé. La moitié des effectifs sera reclassée à Lannion, l'autre moitié sera licenciée.
- **Eu** (environ 300 personnes). Cette usine de production et de préparation logistique située en Seine-Maritime, aujourd'hui en sous-charge, doit être cédée à un repreneur d'ici à 2015. Charge à ce dernier de trouver de nouveaux clients pour faire fonctionner l'unité à plein.
- **Ormes** (environ 300 personnes). Ce site dans le Loiret, dédié au support, verra ses effectifs découpés en trois parties. Un tiers d'entre eux sera transféré à Villarceaux (sur la commune de Nozay, dans l'Essonne). Un autre tiers, spécialisé dans l'installation et le déploiement, doit être transféré à un repreneur. Enfin, les effectifs spécialisés dans la réparation – le dernier tiers – seront eux aussi cédés à un spécialiste. Alcatel-Lucent prévoit de réaliser ces cessions d'activités d'ici à 2015.
- **Orvaux** (environ 500 personnes). Situé en Loire-Atlantique, le site doit fermer. 200 personnes environ seraient déplacées à Lannion ou en région parisienne. Le flou entoure le sort des 300 autres, pour lesquelles la création d'un campus numérique est évoquée. Le dossier est explosif et éminemment politique, Orvaux étant situé dans la circonscription de Jean-Marc Ayrault, le Premier ministre.
- **Paris** (site de Suffren, VIIe arrondissement) : les équipes doivent être relocalisées en dehors de la capitale.

En complément :

[Alcatel Lucent : 15.000 postes supprimés, dont 900 en France](#)